



**PRÉFET
DES VOSGES**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

Unité départementale des Vosges

**Direction Régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement
Grand Est**

Épinal, le 15/11/2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 24/10/2024

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

SAGRAM

carrière de Saint Nabord

Références : S-24-1167RP

Code AIOT : 0006206493

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 24/10/2024 de la carrière de SAINT-NABORD. L'inspection a été annoncée le 17/09/2024. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite s'inscrit dans le cadre du programme pluriannuel d'inspection de 2024.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SAGRAM
- FALLIERES 88200 SAINT-NABORD
- Code AIOT : 0006206493
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non
- Carrière

La société SAGRAM exploite une carrière sur la commune de Saint Nabord. Cette carrière est autorisée par l'arrêté préfectoral n° 2288/2017 du 23 novembre 2017.

Le contrôle a pour objectif le respect des dispositions de l'arrêté préfectoral n° 2288/2017 du 23 novembre 2017.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Madame la Préfète ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Lors de la visite d'inspection de 2017, il avait été constaté que les parcelles de la carrière présentes sur la commune de REMIREMONT ont été remises en état pour un usage de type industriel : création d'une plateforme en vue du développement de la zone industrielle de « fallières ». Suite à ce constat, il a été demandé à l'exploitant de transmettre à Monsieur le Préfet des Vosges, la notification de la cessation partielle d'activité de la carrière, ainsi que le mémoire de remise en état du site conformément aux articles R. 512-39-1 et suivant pour les parcelles présentes sur la commune de REMIREMONT.

La notification de cessation d'activité n'a toujours pas été transmise à Madame La Préfète des Vosges et ces parcelles remises en état n'ont pas été reprises dans l'arrêté préfectoral n° 2288/2017 du 23 novembre 2017 de renouvellement de l'autorisation.

Au vu de la nouvelle procédure réglementaire relative à la cessation d'activité, le service d'inspection propose de réintégrer ces parcelles dans l'arrêté préfectoral d'autorisation actuel par un arrêté préfectoral complémentaire. Une fois la carrière exploitée, l'exploitant procédera à la cessation sur l'ensemble du site. Cette instruction va faire l'objet d'un rapport distinct.

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente inspection</u> ⁽¹⁾	Proposition de délais
4	Surveillance des retombées de poussières	Arrêté Préfectoral du 23/11/2017, article 5.1.3	Mise en demeure, respect de prescription	10 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Plan d'exploitation	Arrêté Préfectoral du 23/11/2017, article 2.3.6	Sans objet
2	Phasage	Arrêté Préfectoral du 23/11/2017, article 2.3.2	Sans objet
3	Garanties financières	Arrêté Préfectoral du 23/11/2017, article 1.5.2	Sans objet
5	Contrôle des niveaux sonores	Arrêté Préfectoral du 23/11/2017, article 7.2.2	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Le service de l'inspection propose de mettre la société SAGRAM en demeure de réaliser les mesures de retombées de poussières qui n'ont pu être menées à terme suite au vandalisme des plaquettes.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Plan d'exploitation

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 23/11/2017, article 2.3.6
Thème(s) : Autre, Avancement des travaux
Prescription contrôlée : Un plan d'échelle adaptée à la superficie est établi par l'exploitant. Sur ce plan sont reportés : <ul style="list-style-type: none"> les limites du périmètre sur lequel porte le droit d'exploiter ainsi que de ses abords, dans un rayon de 50 mètres ; les bords de la fouille ; les courbes de niveau ou les cotes d'altitude des points significatifs (niveau du fond de fouille,) ;

- les zones défrichées, décapées, en cours d'exploitation, en cours de remise en état et remises en état ;
- l'emprise des infrastructures (installations de traitement et de lavage des matériaux, voies d'accès, ouvrages et équipements connexes...), des stocks de matériaux et des terres de découvertes ;
- les équipements intervenant dans la gestion des eaux sur le site (réseaux, bassins, séparateur d'hydrocarbures, ...) ;
- les zones de stockage des déchets inertes et des terres non polluées provenant de l'activité d'extraction ;
- la position des ouvrages dont l'intégrité conditionne le respect de la sécurité et de la salubrité publiques ainsi que leur périmètre de protection.

[...]

Ce plan et ses annexes sont mis à jour au moins une fois par an et copie en est adressée à la Direction Régionale de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement - Unité Départementale des Vosges.

Constats :

Le plan annuel d'exploitation a été transmis en version informatique quelques jours avant l'inspection.

Lors de l'inspection, il a été sollicité une version papier qui a été déposée quelques jours plus tard.

Le plan transmis répond aux exigences réglementaires.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Phasage

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 23/11/2017, article 2.3.2

Thème(s) : Autre, Avancement des travaux

Prescription contrôlée :

Le phasage d'exploitation reporté sur le(s) plan(s) en annexe à l'arrêté préfectoral d'autorisation doit être scrupuleusement respecté.

Toute modification doit faire l'objet d'une demande préalable au préfet des Vosges.

Constats :

L'exploitation est toujours en phase 1. La carrière a très peu été exploitée suite à son renouvellement en 2017. L'exploitant était en recherche de débouché pour ces matériaux.

La reprise de l'exploitation de la carrière a surtout eu lieu cette année 2024.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Garanties financières

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 23/11/2017, article 1.5.2
Thème(s) : Autre, acte de cautionnement
Prescription contrôlée : Le montant des garanties financières permettant d'assurer la remise en état de la carrière au cours de chacune des périodes quinquennales est : <ul style="list-style-type: none">• 161 223 euros T.T.C, pour la phase 1
Constats : L'exploitation de la carrière est toujours en phase 1. L'acte de cautionnement a été transmis en octobre 2022 et est valide de 2022 à 2027. Le montant de l'acte a bien été actualisé en fonction de l'indice TP01 de juin 2022 et désormais d'un montant de 198 039 €. L'acte de cautionnement est conforme aux prescriptions de l'arrêté préfectoral d'autorisation.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Surveillance des retombées de poussières

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 23/11/2017, article 5.1.3
Thème(s) : Risques chroniques, Poussières
Prescription contrôlée : Une campagne de mesure des retombées de poussières dans l'environnement doit être réalisée au droit de l'habitation isolée. La mesure doit être réalisée durant la période estivale suivant la notification du présent arrêté. Les capteurs, choisis par l'exploitant et au nombre minimum de 3, sont disposés et exploités en accord avec l'inspection des installations classées.
Constats : Une campagne de mesure des retombées de poussières a été réalisée du 18 septembre 2020 au 05 octobre 2020. Lors de la reprise des plaquettes, l'opérateur n'a retrouvé que la plaquette témoin. Les 2 plaquettes situées en limite de site (au droit de l'habitation isolée et sur la voie d'accès de l'habitation) ont disparu.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Il est demandé à l'exploitant de faire une campagne de mesure des retombées de poussières en 2025 en période estivale et lors d'une période de fonctionnement de la carrière. Le rapport de contrôle sera à transmettre dès réception à l'inspection des installations classées.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription
Proposition de délais : 10 mois

N° 5 : Contrôle des niveaux sonores

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 23/11/2017, article 7.2.2
Thème(s) : Risques chroniques, Bruit
Prescription contrôlée : Un contrôle des niveaux sonores et de l'émergence est effectué dans les 6 mois qui suivent la notification du présent arrêté et pendant une période de fonctionnement de la carrière.
Constats : Un contrôle de l'émergence et des niveaux de bruit en limite de propriété a été réalisé le 18 septembre 2020. Les mesures de bruit en limite de propriété sont conformes à la réglementation. Pour l'émergence, 2 points de mesure sur 3 sont conformes la réglementation. Il s'avère que le point de mesure était proche de la RD3 où des travaux d'élagage étaient en cours. D'après l'opérateur réalisant les mesures, " la carrière était difficilement audible à cette station ". D'après l'étude, l'ambiance sonore du secteur est qualifiée comme bruyante à l'Est de la carrière, du fait d'un trafic routier soutenu sur la N57 situé à proximité de la carrière. Ces dernières années la carrière a été très peu exploitée. La société SAGRAM a trouvé de nouveaux débouchés pour la carrière. L'exploitation a repris principalement en 2023 et 2024. A ce jour, l'exploitation de la carrière n'a pas fait l'objet de plainte des riverains.
Type de suites proposées : Sans suite